Note d’information sur la situation économique

 au premier trimestre 2013

**L’arrêté des comptes nationaux du premier trimestre 2013 montre une amélioration de la croissance économique nationale, soutenue particulièrement par l’important rebondissement de l’activité agricole, les activités non agricoles étant en net ralentissement, et ce dans un contexte d’inflation relativement en hausse et d’un besoin de financement de l’économie en recul.**

La **croissance du Produit Intérieur Brut (PIB)**, corrigé de variations saisonnières, a été de 3,8% durant le premier trimestre 2013 au lieu de 2,8% le même trimestre de l’année 2012 avec une hausse du PIB nominal de 6,1%, la hausse du niveau général des prix (prix implicite du PIB) a atteint 2,3% en glissement annuel.

C’est ainsi que, la **valeur ajoutée agricole en volume** s’est accrue de 17,7% au lieu d’une baisse de 8,3% le même trimestre de l’année précédente, alors que celle **des activités non agricoles** a été, en revanche, en net ralentissement, avec une croissance de 1,9% au lieu de 4,5%.

La croissance des activités non agricoles a été affectée par le recul de la valeur ajoutée du secteur secondaire et la croissance modeste de celle du secteur tertiaire.

Dans ce contexte**, la valeur ajoutée du secteur secondaire** a enregistré une baisse de 2% au lieu d’une hausse de 2,6% durant la même période de l’année précédente. Ce résultat s’explique par:

* La baisse de la valeur ajoutée de l’activité du bâtiment et travaux publics de 5,9% au lieu d’une hausse de 5%;
* La diminution de la valeur ajoutée de l’activité de l’électricité et eau de 4,2% au lieu d’une hausse de 11,2% ;
* La régression de la valeur ajoutée de l’industrie d’extraction de 3,6% au lieu d’une baisse de 5%;
* Et la légère croissance de l’activité des industries de transformation de 0,5% au lieu de 2,9%.

**La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, de son côté, a affiché une croissance de 3,6% au lieu de 5,4% le même trimestre de l’année 2012. Toutes les composantes du secteur ont pu dégager, malgré un certain ralentissement, des croissances positives de leurs valeurs ajoutées :

* Les postes et télécommunications de 14,7% au lieu de 23,7% ;
* Les hôtels et restaurants de 3,7% au lieu d’une baisse de 4,8%;
* Les services rendus aux ménages et aux entreprises de 2,8% au lieu de 4,5% ;
* Le commerce de 2,3% au lieu de 3,2% ;
* Les services financiers et assurances de 0,3% au lieu de 5,4% ;
* Les « services rendus par l’administration publique générale et sécurité sociale » de 6,4% au lieu de 7,4%;
* les « services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale » de 2,7% au lieu de 4,8%.

Au niveau des emplois du PIB, la consommation finale nationale, malgré son ralentissement, demeure le principal contributeur à la croissance économique durant le premier trimestre 2013. Ainsi, les dépenses de consommation finale des ménages se sont accrues de 3% au lieu de 4% la même période de l’année précédente, contribuant pour 1,8 point à la croissance au lieu de 2,3 points. La consommation finale des administrations publiques, de son côté, a affiché une hausse de 4,8% au lieu de 7,2%, et sa contribution à la croissance s’est situé à 0,8 point. En revanche, l’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une baisse de 2% au lieu d’une augmentation de 2,6% une année auparavant.

Au niveau des échanges extérieurs de biens et services en volume, aussi bien les exportations que les importations ont enregistré des baisses durant le premier trimestre de l’année 2013. Néanmoins, la baisse du volume des importations a été plus accentuée, de l’ordre de 4,4%, au lieu de 0,6% pour les exportations. Dans ces conditions, les échanges extérieurs nets ont dégagé une contribution positive de 1,5 point à la croissance économique au lieu d’une contribution négative de 0,8 point le même trimestre de l’année 2012.

Durant ce trimestre, le revenu national brut disponible a progressé de 6,8% au lieu de 3,7% l’année précédente. Cette évolution est due conjointement à la hausse du PIB aux prix courants de 6,1% au lieu de 2,5% et des revenus nets reçus du reste de monde de 18,5% au lieu de 32,8%. La baisse du rythme d’accroissement des revenus en provenance de l’extérieur s’explique par le recul des transferts des Marocains Résidant à l’Étranger de 3,5% au lieu d’une hausse de 5,4% durant le premier trimestre 2012.

Au plan de financement de l’économie, l’épargne nationale a atteint 26,9% du PIB au lieu de 25,7%. L’investissement brut étant en régression par rapport au PIB, passant de 35,3% durant le premier trimestre 2012 à 33,4%, les besoins de financement se sont allégés en conséquence, pour se situer à 6,5% du PIB au lieu de 9,6% le même trimestre de l’année précédente.

Ci-joint les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2013

|  |
| --- |
|  |
|  |